

COMMERCE EXTÉRIEUR

UNE NOUVELLE VISION SE DESSINE



La révision de la politique de commerce extérieur s'impose. De l'avis de beaucoup d'experts, il est impératif de sortir de cette vision de gestion administrative. Cette dernière a certes donné des résultats ont réduisant la facture des importations, mais qui a participé également à créer des difficultés dans l'approvisionnement du marché national.

Lire en page 3

A horizon 2025/2027
**LES HUIT CONDITIONS
POUR EXPORTER
100 MILLIARDS
DE MÈTRES CUBES
GAZEUX**



Comme cela a été annoncé dans plusieurs de mes contributions depuis janvier 2022 au niveau national et international (voir nos interviews au quotidien le Monde.fr Paris et au site américain Maghreb Voices 2022), concernant les exportations de 100 milliards de mètres cubes gazeux, j'avais précisé que cela n'était possible que vers 2025/2027, sous réserve de huit conditions.

Lire en page 5

AUTOMOBILE

Bonne nouvelle
chez Fiat

P2

ASSURANCES

Signature d'une
convention entre
la SAA et l'UNOA

P3

RÉGIONS

SÉMINAIRE SUR LA FILIÈRE
CAMELINE À CONSTANTINE

Appel
au développement
des recherches
scientifiques

P6



المصالحون الدولي الخامس والعشرون للبناء و مواد البناء و الأشغال العمومية

25^{ème} SALON INTERNATIONAL DU BATIMENT DES MATERIAUX
DE CONSTRUCTION ET DES TRAVAUX PUBLICS

BATIMATEC

07 > 11 MAI 2023
PALAIS DES EXPOSITIONS PINS MARITIMES - ALGER



Partenaires Médias: 

Partenaires Institutionnels: 

Pour vous informer contactez Batimatec Expo :
+213 23 21 41 53 / 44 / 43 / 42 / 41 / 40 / 39 / 38 / 37 / 36 / 35 / 34 / 33 / 32 / 31 / 30 / 29 / 28 / 27 / 26 / 25 / 24 / 23 / 22 / 21 / 20 / 19 / 18 / 17 / 16 / 15 / 14 / 13 / 12 / 11 / 10 / 9 / 8 / 7 / 6 / 5 / 4 / 3 / 2 / 1
batimatec.alger@gmail.com www.batimatec.com

Accidents domestiques pendant le Ramadan

Les mises en garde du corps médical

Des spécialistes en chirurgie des brûlures ont mis en garde contre les risques des accidents domestiques, particulièrement les brûlures enregistrées juste avant la rupture du jeûne (Iftar) durant le mois sacré de Ramadhan.



Le chef de service des brûlés à l'Etablissement spécialisé «Claudine et Pierre Chaulet», Pr Mohamed Ramdane Abchiche a insisté sur l'impératif de faire preuve de vigilance en matière de prévention contre les brûlures qui, a-t-il dit, enregistrent une hausse relative durant le mois sacré de Ramadhan. Ces accidents sont causés, à 97%, par la température élevée des matières liquides ou solides, outre l'ingestion de produits chimiques à l'instar des produits détergents et produits d'entretien notamment chez la catégorie des enfants.

Généralement, ces accidents sont enregistrés juste avant la rupture du jeûne, d'où la nécessité de redoubler de vigilance, ajoute le spécialiste.

Il existe trois degrés de brûlures, a-t-il précisé, expliquant que la brûlure de premier degré est superficielle et peut être traitée en une semaine, celle de deuxième degré peut être traitée en moins de trois semaines, et celle de troisième degré exige un traitement sur plusieurs étapes qui dure plus longtemps.

A ce propos, il a relevé la nécessité de prodiguer les premiers soins dans les établissements de proximité, avant de transférer les blessés vers des établis-

sements spécialisés afin d'éviter de graves complications.

De son côté, Dr Khalil Réda Hadj Mati, de la Direction générale de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, s'est félicité de l'initiative menée par la tutelle, à travers l'organisation de la Semaine de prévention des accidents domestiques qui a «été favorablement accueillie par les citoyens».

Afin d'éviter de tels accidents, la Protection civile mène des campagnes de sensibilisation et de prévention des brûlures pendant le mois sacré, exhortant les adultes à garder les enfants loin de la cuisine.

Automobile

Bonne nouvelle chez Fiat

Le groupe multinational de l'industrie automobile propriétaire de la firme Fiat, Stellantis, qui a récemment lancé officiellement la vente sur le marché algérien de six modèles de voitures, vient d'annoncer que le service de commercialisation a mis en place les moyens adéquats pour mieux s'occuper des commandes, nombreuses qui parviennent. Ainsi, il est indiqué que les clients peuvent facilement précommander les modèles de leur choix en appelant directement le service de précommande par téléphone mis à leur disposition par Fiat.

Le service étant disponible du samedi au jeudi de 8h30 à 18h et de 21h à 00h, ce qui permet aux clients de s'informer directement chez Fiat, et obtenir des réponses rapides et précises, indique-t-on. Pour ceux qui souhaitent acheter ces modèles pendant le mois de Ramadan, Fiat Algérie a mis en place des horaires spéciaux, ajoute la même source.

Il est à rappeler que les modèles disponibles actuellement sont la Fiat 500 Hybrid, la Fiat 500X, la Fiat Tipo, la Fiat Doblo, la Fiat Scudo et la Fiat Ducato.

R. N.

Intégrés au corps de l'éducation nationale

Formation de plus de 200 enseignants à Djanet

Pas moins de 210 enseignants nouvellement intégrés au corps de l'éducation nationale de la wilaya de Djanet bénéficient d'une session de formation dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle portant encadrement et formation des nouveaux enseignants de différents paliers scolaires, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de l'Education nationale.

Il s'agit de la formation de 84 instituteurs du palier primaire, de 73 enseignants intégrés au cycle moyen et de 53 enseignants au palier secondaire, a détaillé le responsable de la numérisation à la direction de l'Education nationale, Boutahra Réda.

Toutes les conditions d'encadrement, d'hébergement et de restauration ont été réunies pour permettre aux enseignants, notamment ceux issus des régions enclavées, dont les bourgades de Tini, Tadent et Ihrir, de mener à bien leur stage, lancé samedi, a fait savoir M. Boutahra.

Cette opération de perfectionnement pédagogique qui durera une quinzaine de jours au niveau de l'établissement moyen «Bachir El-Ibrahimi» de la commune de Djanet et le lycée «Targui Ouantimidhi» de la commune de Bordj El-Haouès, permettra aux nouveaux intégrés de mettre à niveau leurs connaissances et de les accompagner à la satisfaction des scolarisés de la région.

Les stagiaires auront ainsi à s'initier aux chapitres des programmes pédagogiques, de la législation scolaire, de l'informatique et des méthodes didactiques, a conclu le même responsable.

APS

Société civile

Benbraham rend visite aux bénévoles de Bab El-Oued

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham, a rendu visite, samedi, aux bénévoles de la grande kheima d'Iftar d'El-Kettani à Bab El-Oued (Alger) pour s'enquérir de leurs activités durant le mois sacré de Ramadhan. Participant à la préparation de repas d'iftar destinés aux jeûneurs au niveau de la grande kheima «Marhaba» située à El-Kettani dans la commune de Bab El Oued, M. Benbraham a indiqué que cette visite lui permet-

tait de «voir de près la belle dynamique de bénévolat qui caractérise les jeunes algériens, engagés dans le mouvement associatif, qui perpétuent les traditions algériennes de solidarité et d'entraide au sein de la société».

Par sa présence aux côtés des membres de l'association «Amel El-Djazair», initiatrice de la kheima d'iftar, l'Observatoire national de la société civile entend «réaffirmer son soutien et son accompagnement aux associations qui contribuent à la cohésion sociale à travers

leurs actions caritatives», a-t-il dit.

En ce qui concerne les jeunes bénévoles participant à la distribution des repas chauds au profit des personnes de passage et des nécessiteux, M. Benbraham a souhaité voir leur nombre augmenter car, a-t-il précisé, «ils contribuent au renforcement de la cohésion sociale et ont un rôle de premier plan dans leur communauté pendant et après le Ramadhan».

La participation de l'ONSC aux activités permanentes des associations se veut

«un message fort de soutien car l'une des missions de cet observatoire consiste en le suivi des réalisations sur le terrain et le soutien institutionnel en établissant des contacts avec les représentants de la société civile», a-t-il souligné.

La kheima d'iftar «Marhaba» de Bab El Oued s'étend sur une superficie de 1.500 m². Opérationnelle depuis le début du mois sacré à l'initiative de l'association «Amel El Djazair», elle reçoit quotidiennement 1.200 personnes, selon la présidente de l'association, Meriem Laaribi.

Commerce extérieur

Une nouvelle vision se dessine

La révision de la politique de commerce extérieur s'impose. De l'avis de beaucoup d'experts, il est impératif de sortir de cette vision de gestion administrative. Cette dernière a certes donné des résultats ont réduisant la facture des importations, mais qui a participé également à créer des difficultés dans l'approvisionnement du marché national.

Par Akrem R.

En effet, des ruptures récurrentes ont été constatées pour certains produits alimentaires et industriels. Cette situation a engendré une flambée des prix sur le marché. D'ailleurs, beaucoup de produits sont hors portée des ménages ! À titre d'exemple, on citera l'exemple de la viande, dont le prix varie entre 1700 à 2500 DA/kg, les pommes locales (à partir de 350 da/kg).

C'est suite à cela, que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit son Exécutif de recourir à l'importation pour combler le déficit enregistré sur le marché local. Donc, le successeur de Kamel Rezig, en l'occurrence Tayeb Zitouni, est appelé à mettre en place une nouvelle approche pour la gestion du commerce extérieur, qualifié par certains, de moteur de croissance. Des premières mesures ont été déjà prises en ce sens. Zitouni a, en premier lieu, demandé aux services des ports de libérer des marchandises et des équipements bloqués au niveau des différentes structures portuaires, destinés aux usines notamment ceux bénéficiant de licences d'importation». Il a aussi ordonné également de «faciliter le sort des marchandises des opérateurs économiques et de ne pas entraver leurs intérêts outre la simplification des démarches administratives en faveur des opérateurs économiques». La deuxième mesure prise par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, c'est l'accélération des traitements dossiers d'importation en suspens par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX).

M. Zitouni avait souligné jeudi dernier «la nécessité d'accélérer le traitement des dossiers en suspens et de faciliter l'importation des produits non fabriqués localement et la libération de l'impor-



tation des marchandises et des produits dont la production locale ne couvre pas le marché national». Le ministre a appelé à «œuvrer à la protection du produit local». Il est à noter qu'une plateforme numérique a été mise en place par cet organe pour recevoir les demandes d'importation. Les opérateurs économiques avaient dénoncé à maintes reprises des lenteurs dans le traitement de leurs dossiers et la difficulté de s'assurer de la non-disponibilité des matières et marchandises à importer.

Évoluer vers une nouvelle vision de commerce extérieur

Dans ce cadre, l'économiste Abderrahmane Hadeff a estimé nécessaire d'évoluer vers une nouvelle stratégie de commerce extérieur. «Il faut évoluer vers

une vision du commerce extérieur, ce qui nous permettra d'avoir des liens avec nos partenaires et plus de dimension pour nos relations et attirer des IDE». En termes clairs, l'ouverture sur le commerce extérieur ne pourrait d'être bénéfique pour notre pays notamment durant cette conjoncture mondiale difficile, marquée par une hausse des prix de l'énergie. Un problème qui ne se pose dans notre pays, du fait que le prix du gaz et électricité est toujours bas. Donc, cette ouverture sur le commerce extérieur permettra de nouer des contacts et des liens avec des producteurs à l'international, tout en lançant une large campagne de communication et de promotion de l'investissement en Algérie. «Il faut mettre les moyens sur la communication durant cette période qui constitue une opportunité pour

notre pays qui détient les atouts nécessaires (énergie, ressource humaine, positionnement géographique)», a-t-il souligné.

La délocalisation pour la coproduction en Algérie

Selon notre interlocuteur, à travers la carte énergétique, beaucoup de sociétés européennes notamment, peuvent être délocalisées pour la coproduction en Algérie qui se trouve au centre du monde et dans un contient en pleine croissance. À cet effet, les accords de coopération doivent intégrer la dimension investissement pour un co-développement mutuellement bénéfique et doivent sortir du simple cadre d'intention et de bon voisinage. «Il devient nécessaire l'élaboration d'une feuille de route dans cette optique en mettant en évidence

les avantages compétitifs tels que la carte énergétique, la main d'œuvre, les ressources naturelles hors hydrocarbures et la position pivot géostratégique du pays. Nous devons travailler beaucoup sur la communication pour améliorer l'attractivité de notre pays», suggère-t-il.

Concernant la promotion des exportations, le ministre Zitouni est appelé également à la mise en œuvre de la stratégie nationale d'exportation (SNE). Elaboré avec les opérateurs économiques, les experts et le Centre du Commerce international (CCI), la SNE n'a pas encore vu le jour, déplore Hadeff en appelant également à la révision des mécanismes d'appui à l'export, à savoir Algex, la Safex et le Fonds d'accompagnement à l'exportation (FSPE).

A. R.

Assurances

Signature d'une convention entre la SAA et l'UNOA

Une convention d'assurance en vigueur jusqu'en 2026 a été signée entre la Société nationale d'assurance (SAA) et l'Union nationale des ordres des avocats (UNOA), selon un communiqué de la compagnie d'assurance. La cérémonie de signature de cette convention est intervenue au cours de ce mois de mars, et a eu lieu au niveau du

siège de la direction générale de la SAA (Bab Ezzouar, Est d'Alger), précise la même source. Cette convention a été signée par le PDG de la SAA, Youcef Benmicia, et le président de l'UNOA, Me Brahim Taïri, et elle «vient conforter la relation de confiance entre deux grandes institutions», est-il souligné dans le communiqué.

Bahreïn

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie à Manama

Le Gouvernement du Bahreïn a donné son agrément à la nomination de M. Mahmoud Braham, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Répu-

blique algérienne démocratique et populaire auprès du Royaume de Bahreïn, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Tayeb Zitouni, ministre du Commerce : «Les besoins du marché en huile de table et semoule sont couverts»

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a inspecté, hier dimanche, un site de production de l'huile de table à Alger. Il a saisi l'occasion pour assurer que ce produit de large consommation est disponible, en quantités suffisantes, sur le marché, en package en trois volumes (11, 21 et 5l). Zitouni a

précisé, dans une déclaration à la presse, que les pouvoirs publics ont constamment garantie la fourniture de la matière première pour la production de l'huile de table. «Les besoins sont de 1600 tonnes par jour alors que la production était de l'ordre de 1800 tonnes par jour» a-t-il indiqué, en pointant du doigt la spéculation. «Comme nous avons

constaté, malgré tout, des perturbations sur le marché, nous produisons aujourd'hui 4.600 tonnes par jour» a-t-il souligné. Comme pour l'huile de table, la semoule inonde aussi les étals, a affirmé Tayeb Zitouni. Il a soutenu qu'une carte géographique sera établie pour rendre la distribution de ces produits de base plus efficiente.

R. N.

La fin du traité «start-II» La poursuite du déclin de l'Europe

Dans le cadre du nouveau caractère des relations russo-occidentales qui s'est instauré depuis le début de l'année 2022, la suspension par la Fédération de Russie de sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III n'a été qu'une suite logique et parfaitement prévisible: face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'occident collectif vis-à-vis de la Russie, cette dernière a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique.

Par Oleg Nesterenko
Président du Centre de
Commerce et d'Industrie
Européen

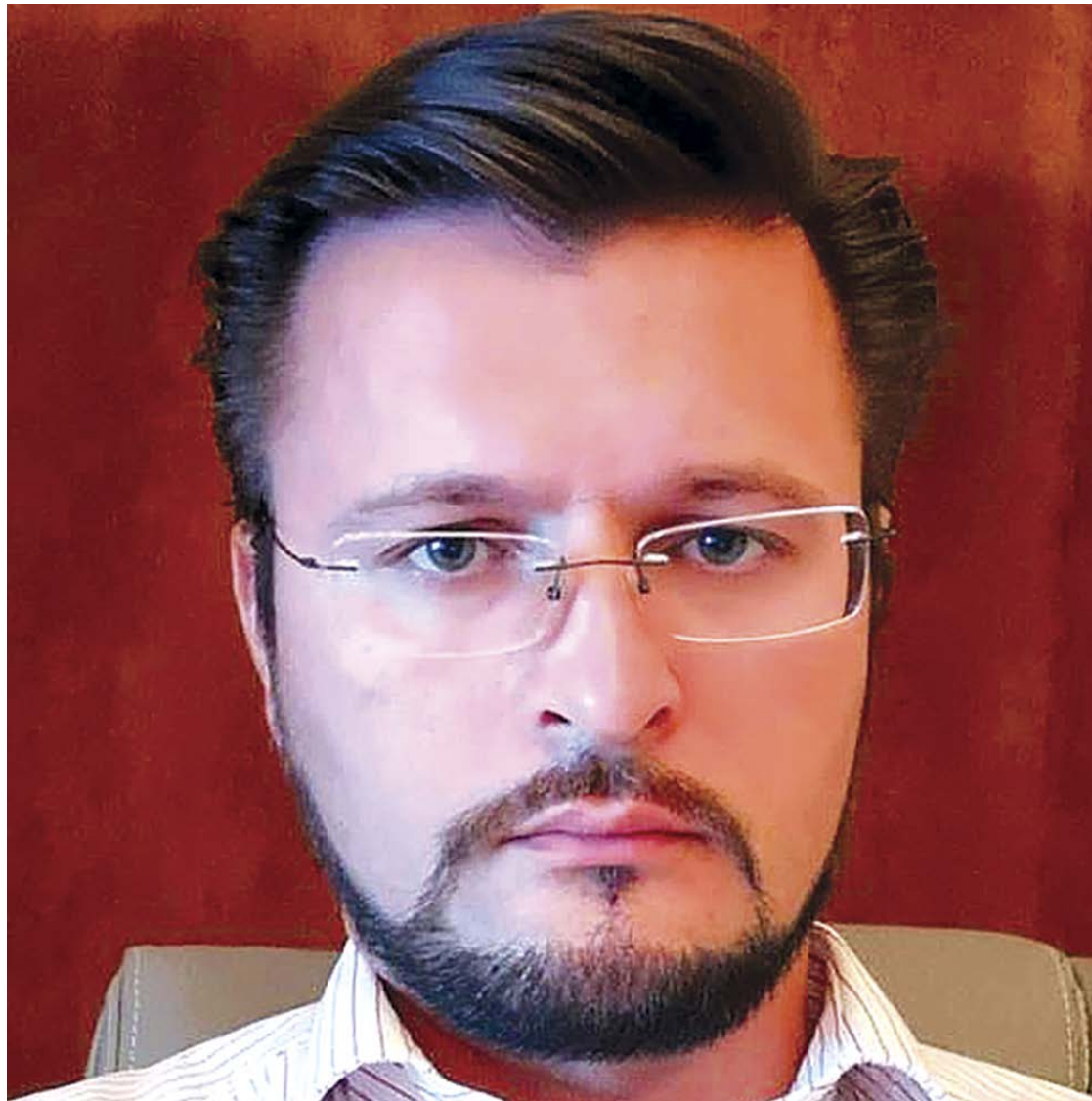
Une réponse appropriée

Dans les clauses du traité Start-II, il est stipulé que chacune des parties prenantes de l'accord dispose du droit de le quitter dans le cas de changement significatif des circonstances: «si elle considère que les circonstances exceptionnelles liées au contenu du présent accord ont mis en péril ses intérêts suprêmes» (article 14, paragraphe 3).

La fixation par l'occident collectif comme objectif «la défaite stratégique de la Russie» et les nombreuses déclarations officielles de ce dernier dans ce sens est un changement significatif des circonstances qui a reçu une réponse appropriée.

Par ailleurs, depuis plusieurs mois, les Etats-Unis d'Amérique ont réclamé à multiples reprises leur droit d'inspection des sites stratégiques russes, aussi étonnant que cela puisse paraître dans les circonstances politiques actuelles. L'admissibilité de la présence des visites de contrôle des sites de défense stratégique du pays par les représentants de l'état ennemi avec lequel, de facto, la Russie se situe en état de guerre était une évidence. Ceci est sans négliger le fait que les Etats-Unis, de leur côté, ont procédé à la création d'obstacles artificiels à la réciprocité des visites prévues par l'article 11 du traité en vigueur, via la non-délivrance des visas américains aux contrôleurs russes et la fermeture de l'espace aérien américain aux avions russes qui pourrait les amener sur le sol américain, ce qui, de jure, vaut sa violation directe. L'officialisation de la démarche de Moscou par l'adoption suivie de la ratification de loi fédérale Nr. 38-FZ du 23 février 2023 a été entreprise, afin de rester dans la stricte légalité vis-à-vis des engagements internationaux signés et ratifiés par la Fédération de Russie et de ne pas créer un précédent permettant aux adversaires d'instrumentaliser une hypothétique violation des engagements russes dans le cadre du droit international en vigueur.

Cela étant, avec le gel de sa participation dans le traité, Moscou souligne qu'elle



continuerait à «respecter strictement les limites quantitatives des armes stratégiques offensives» indépendamment du présent accord russo-américain, mais qu'elle serait «prête à des essais d'armes nucléaires» si Washington en effectuait en premier.

La traduction de ce nouveau pas stratégique russe est sans équivoque: vu l'hostilité ouverte et croissante de l'occident collectif gravitant autour des USA vis-à-vis de la Russie, il est exclu que nous continuions à exposer nos forces nucléaires au contrôle par l'ennemi, toutefois, n'avisez pas de profiter de cette nouvelle disposition pour faire croire les vôtres.

Une excellente nouvelle pour les États-Unis

Suivant la déclaration russe, toute une pluie de réactions d'indignation émanant du camp atlantiste a eu lieu. Parmi elles, considérer comme non hypocrite les paroles du chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, que la rupture de New Start par la Russie est «très décevante» serait la preuve d'une grande légèreté.

À la suite des retraits unilaté-

raux des Etats-Unis de l'intégralité des accords internationaux clés sur le contrôle des armements nucléaires, hormis celui de Start-II: retrait en juin 2002 du traité ABM sur la limitation des systèmes de défense contre les missiles balistiques, retrait en mai 2018 de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, retrait en août 2019 du traité INF sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire et le retrait en mai 2020 du traité «Ciel ouvert» sur la vérification des mouvements militaires et de la limitation des armements - l'initiative russe de février 2023 est bien une excellente nouvelle pour les stratèges américains.

Les pays membres de l'Union Européenne, depuis plus de 30 ans, ont acquis une certitude qu'à l'avenir des horizons visibles ils ne seront plus confrontés à des menaces existentielles -qualifiées comme telles à tort ou à raison- et ne seront plus engagés dans des conflits majeurs nécessitant des actifs militaires considérables, à la suite de quoi une politique générale du désinvestissement dans des secteurs de la défense a été

mise en place et menée depuis avec un succès indéniable.

Toutes les initiatives émanant des parties partisanes d'une Europe indépendante et forte non seulement économiquement, mais aussi militairement, ont été contrecarrées.

Notamment, le freinage constant au niveau de la quasi-intégralité des accords dans le domaine de la coopération des industries de l'armement entre deux moteurs du cœur de l'Union Européenne, la France et l'Allemagne, qui pourraient mener au développement significatif de l'industrie de défense européenne, entrepris ces dernières années par le pouvoir allemand politiquement dominé par les Etats-Unis, ce freinage a paralysé la possibilité de la création d'un véritable bloc de défense européenne autonome.

Cette neutralisation a mené vers plusieurs succès majeurs de la politique étrangère américaine: l'affaiblissement significatif du concurrent européen dans le domaine de l'armement, l'élargissement du marché pour l'industrie américaine de l'armement sur le sol européen et, surtout, comme déjà mentionné, la neutralisation du danger de la

création du bloc de défense européenne autonome des Etats-Unis d'Amérique.

En réponse aux événements qui ont lieu depuis le début de l'année 2022, dans les 10 ans à venir, au moins, des investissements considérables auront lieu dans le réarmement, d'une part, de la Fédération de Russie, d'autre part, de l'Union Européenne.

Si du côté de la Russie, c'est l'industrie nationale de défense qui verra l'accroissement significatif de ses activités qui sont déjà, depuis plus de 10 ans, sur les rails du développement progressif; du côté de l'U.E., ce sont les USA qui exécuteront le rôle majeur dans le réarmement du vieux continent, ce qui mènera bien vers la création d'une véritable force de défense européenne, mais qui aura aucune autonomie vis-à-vis de son mentor et sous-traitant Outre-Atlantique.

Il est également important de noter que les Etats-Unis d'Amérique utilisent contre l'économie concurrente de l'Union Européenne la stratégie sous-jacente du «retour de l'ascenseur», qui sera également incriminée à la Russie:

lors de la guerre froide, l'occident collectif a utilisé contre l'Union Soviétique la baisse significative du cours des énergies fossiles jumelée à l'augmentation considérable des dépenses militaires dans la course imposée aux armements, afin de faire effondrer son économie.

Aujourd'hui, c'est l'économie européenne qui se situe au bord de la récession, accompagnée d'une augmentation sans précédent du cours des énergies fossiles jumelée à l'augmentation considérable des dépenses militaires dans la course aux armements.

Course aux armements qui n'est plus évitable à la suite de l'abandon par la Russie de sa participation au traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs.

A la suite de ces processus, un nouvel équilibre géostratégique sera instauré. L'équilibre qui ne sera plus basé sur les accords, les traités et les partenariats entre la Russie et l'Occident collectif, mais sur la parité militaire rajusté en flux tendu entre les parties.

Lire la suite dans notre édition de demain

A horizon 2025/2027

Les huit conditions pour exporter 100 milliards de mètres cubes gazeux

Comme cela a été annoncé dans plusieurs de mes contributions depuis janvier 2022 au niveau national et international (voir nos interviews au quotidien le Monde.fr Paris et au site américain Maghreb Voices 2022), concernant les exportations de 100 milliards de mètres cubes gazeux, j'avais précisé que cela n'était possible que vers 2025/2027, sous réserve de huit conditions.

Par Abderrahmane MEBTOUL
Professeur des universités
Expert international

Le PDG de Sonatrach, reprenant les mêmes données reprises par les médias officiels (source APS du 14/03/2023), je le cite : «l'Algérie prévoit de mettre sur le marché pas moins de 100 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an à l'exportation au cours des cinq prochaines années».

C'est-à-dire, au minimum en 2027/2028, et non pas comme annoncé par certains soi-disant experts organiques sur les plateaux de télévision, qui voulaient faire plaisir au président de la République en 2023, en lui donnant de fausses informations.

La production totale à ne pas confondre avec les exportations, consommation intérieure, plus exportation, plus 15/20% de réinjection dans les puits pour éviter leur épuisement, a avoisiné en 2022, 125/130 milliards de mètres cubes gazeux, devant au minimum, fonction de l'accroissement de la forte demande intérieure et d'importants investissements, produire 180/200 milliards de mètres cubes gazeux pour pouvoir exporter 100 milliards de mètres cubes gazeux.

A court terme, les exportations peuvent croître seulement entre 4/5 milliards de mètres cubes gazeux. Horizon 2025/2027, l'Algérie peut doubler ses exportations de gaz vers l'Europe de 11 à 25% sous réserve de huit conditions.

La première condition concerne l'amélioration de l'efficacité énergétique et une nouvelle politique des prix renvoyant au dossier de subventions et donc de la forte consommation intérieure presque équivalente aux exportations, étant prévu 50 milliards de mètres cubes gazeux en 2025 selon le PDG de Sonelgaz.

Il devient intolérable que l'on continue à la fois de livrer le prix du gaz à certaines unités à 10/20% du prix international et à



construire des millions de logements avec les anciennes techniques alors que les nouveaux procédés permettent d'économiser entre 30/40% de la consommation d'énergie.

La deuxième condition, est relative à l'investissement à l'amont pour de nouvelles découvertes d'hydrocarbures traditionnels, tant en Algérie que dans d'autres contrées du monde, les hydrocarbures procurant en 2022 98% des recettes en devise avec les dérivées comptabilisées dans rubrique hors hydrocarbures pour une part dépassant les 60% et qui a permis, outre les investissements via la dépense publique, d'avoir un niveau des réserves de change fin 2022 d'environ 60 milliards de dollars.

La position de l'Algérie envers l'Europe et d'autres pays est claire : la loi nouvelle des hydrocarbures étant attractive, Sonatrach étant limitée dans l'autofinancement, venez investir dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant et on pourra aug-

menter les exportations

La troisième condition, est liée au développement des énergies renouvelables (actuellement dérisoires, En parallèle, des investissements conséquents seront réalisés pour développer les capacités solaires du pays, 500 MW en 2022, étant prévu 15.000 MW en 2035 selon le Ministère de l'Énergie (source APS). Combinant le thermique et le photovoltaïque, le coût de production mondial ayant diminué de plus de 50% et il le sera plus à l'avenir. Avec plus de 3000 heures d'ensoleillement par an, «l'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie solaire, le ministère de l'Énergie, ayant programmé sous réserve de trouver des financements 40% de la consommation intérieure à partir des énergies renouvelables horizon 2030/2035 et une fraction exportable à partir des interconnexions. Pour le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, vice-prési-

dent de la Commission européenne, lors de sa visite à Alger, je le cite: « nous souhaitons développer cette relation ensemble avec l'Algérie, pas seulement pour le présent, pas seulement pour le gaz aujourd'hui, mais en regardant vers le futur, en privilégiant les investissements européens dans le secteur des énergies renouvelables... Ce futur là pour l'Algérie est très prometteur, puisque l'Algérie a un énorme potentiel dans le domaine des énergies renouvelables».

La quatrième condition, selon la déclaration de plusieurs ministres de l'Énergie entre 2013 et 2022, l'Algérie compte construire sa première centrale nucléaire en 2025 à des fins pacifiques, pour faire face à une demande d'électricité croissante.

La cinquième condition, est le développement du pétrole/gaz de schiste, selon les études américaines, l'Algérie possédant le troisième gisement mondial d'environ 19.500 milliards de mètres cubes gazeux, mais qui nécessite, outre un consensus social interne, de lourds investissements, la maîtrise des nouvelles technologies qui protègent l'environnement et des partenariats avec des firmes de renom (voir dossier 9 volumes 890 pages sous la direction du Pr A. Mebtoul, opportunité et risques et urgence de la transition énergétique Premier ministre 2015).

La sixième condition, consiste en la redynamisation du projet GALSI, Gazoduc Algérie-Sardaigne-Italie, qui devait être mis en service en 2012, d'une capacité de 8 milliards de mètres cubes gazeux dont le coût était estimé en 2012 à 3 milliards de dollars, ayant doublé depuis (un tracé très complexe), dossier que j'ai défendu lors de mon déplacement en Italie en 2012 et qui a été abandonné par l'Italie sous la pression des élus de la Sardaigne qui et qui devrait être réactivé.

La septième condition est l'accélération de la réalisation du gazoduc Nigeria-Europe via l'Algérie, d'une capacité de plus de 33 milliards de mètres cubes gazeux,

selon les études européennes de 2020 un coût d'environ 20 milliards de dollars contre une estimation de 11 milliards de dollars en 2011, plus rentable que celui du Maroc évalué par le centre de recherches IRIS de 30 milliards de dollars pour une durée de réalisation de 10 ans, mais nécessitant l'accord de l'Europe, principal client.

La huitième condition, est le développement de l'hydrogène vert où l'Algérie est bien placée pour produire de l'hydrogène vert à des prix très compétitifs, où fin 2022, le groupe Sonatrach a signé un accord avec le groupe allemand VNG afin de construire des usines de production d'hydrogène vert à travers le pays, et exporter en direction de l'Europe, étant prévu d'investir entre 20 à 25 milliards de dollars horizon 2030/2035

En conclusion, les cours des hydrocarbures ont permis une relative aisance financière, en 2022, selon le dernier rapport de la banque d'Algérie ayant atteint, pour le pétrole, un prix moyen de 109 dollars pendant la même période (contre 72,7 dollars durant les 9 premiers mois de 2021), tandis que ceux du gaz ont plus que doublé, passant de 5,2 à 11,5 dollars le million de BTU. Ce qui a positivement impacté les réserves de change de l'Algérie, évaluées à fin septembre 2022 à 52,763 milliards de dollars (fin 2022 environ 60) contre 44,724 milliards à fin septembre 2021 avec une baisse de l'encours de la dette extérieure passant de 3,062 milliards équivalent dollars fin décembre 2021, à 2,914 milliards à fin septembre 2022. Mais les cours sont volatils depuis janvier 2023, le cours du Brent étant coté le 14 mars 2023 à 77,61 dollars, le WIT à 71,87 dollars et le gaz naturel selon la revue usine nouvelle devrait se négocier entre 50/60 dollars le mégawattheure pour l'année 2023 contre 300 dollars au moment du conflit en Ukraine, étant coté entre février et début mars 2023 sous la barre des 50 dollars.

ademmebtoul@gmail.com

Pour vos reportages photos & vidéo
Vos films d'entreprise et spots publicitaires

Adressez-vous à Salya.com
salyacomdz@gmail.com

www.salya-dz.com

Tel: 0661.23.86.86

Salya.com
COMMUNICATION ÉDITION & PUBLICITÉ

Constantine

Stage de formation des enseignants intégrés des divers paliers

Pas moins de 1182 enseignants fraîchement recrutés prennent part samedi à Constantine à un stage de formation, a-t-on appris auprès de la Direction de l'éducation de la wilaya.

Le stage bénéficie aux enseignants des divers paliers intégrés en vertu de la décision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de confirmer à leurs postes d'emploi les enseignants contractuels, a indiqué le chargé de communication à la Direction de wilaya de l'éducation, Djamel Enchaina.

Selon le même cadre, les concernés ont été divisés en 32 groupes répartis sur les trois établissements, à savoir le lycée El Houria qui accueille 597 enseignants du primaire, le Collège d'enseignement moyen (CEM) Khadidja Oum el Mouminine (286 enseignants du moyen) et le lycée les sœurs Saâdane (200 enseignants du secondaire).

D'une durée de 15 jours, le stage est encadré par 64 inspecteurs des trois paliers et 32 enseignants formateurs. Il touche aux aspects théoriques et pratique du processus pédagogique et didactique, des sciences de l'éducation, de la psychologie, des techniques de gestion de la classe, de la législation scolaire et de la déontologie, est-il précisé.



"La formation assure un accompagnement pédagogique aux enseignants fraîchement recrutés et leur offre la possibilité de soulever les questions

qui les préoccupent devant les formateurs", a indiqué l'inspecteur de l'éducation nationale et encadrer du stage, Ghazali Bouhedjar.

Les formateurs auront à aborder au cours du stage, a précisé M. Bouhedjar, l'importance de la formation pédagogique dans l'amélioration et le développe-

ment des performances de l'enseignant nouveau et dans sa préparation à faire face aux situations et aux problèmes qu'il aura à affronter.

Mila

Saisie de près de 300 quintaux de maïs à Tadjenanet

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de la commune de Tadjenanet, wilaya de Mila, ont saisi 299 quintaux de maïs, a-t-on appris auprès des services du groupement territorial de ce corps de sécurité.

Réalisée en étroite coordination avec la brigade des Douanes, l'opération a été menée suite à l'inspection et au contrôle d'un camion-remorque dans un point de barrage sur la route nationale (RN) 5, ce qui a permis la découverte de la quantité de maïs sans facturation, a précisé la même source.

Le conducteur du camion a été arrêté et transféré au siège de la brigade de gendarmerie pour la poursuite des procédures, alors que la marchandise a été saisie et le camion-remorque a été placé à la fourrière communale de Tadjenanet, a-t-on indiqué.

Timimoun

13 structures touristiques pour améliorer les capacités d'accueil

Treize (13) projets touristiques offrant une capacité totale de 1.397 lits ont été retenus dans la wilaya de Timimoun, a appris APS auprès de la Direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA). Ces projets, une fois concrétisés et mis en service, permettront de renforcer les capacités d'accueil et de générer plus de 453 emplois directs, a précisé à l'APS la directrice du secteur, Yamina Tamam.

Ce nombre important de projets, évalués au niveau de la wilaya de Timimoun, est dû à l'intérêt manifesté par le secteur pour la promotion de la qualité des services touris-

tiques afin de répondre au mieux aux besoins des hôtes de la wilaya qui fréquentent la région durant la saison du tourisme saharien notamment, a-t-elle souligné. La wilaya de Timimoun a enregistré, depuis le 1er janvier 2023 à ce jour, plus de 2.074 touristes dont 480 touristes étrangers de différentes nationalités, a indiqué Mme Tamam. "Le secteur du tourisme de la wilaya de Timimoun a connu une nouvelle dynamique en 2023 grâce à la levée des restrictions liées à la Covid-19, ainsi qu'aux facilités accordées par l'Etat aux touristes étrangers en matière de délivrance de

visas", a souligné la directrice du secteur. En effet, les touristes étrangers désireux visiter l'Algérie par le biais des agences de tourisme et de voyage nationales agréées peuvent obtenir un visa de régularisation à leur arrivée au lieu du visa ordinaire, a-t-elle expliqué.

La wilaya de Timimoun recèle d'importantes potentialités touristiques, naturelles, culturelles et archéologiques, à l'instar de l'hôtel "El-Waha El-Hamra" (Oasis rouge), la route des oasis, la région d'Ighzar, Ksar Amghir et les collines bleues, en plus d'un riche patrimoine artisanal.

Sûreté d'Alger

Saisie de produits alimentaires destinés à la spéculation et arrestation de trois individus

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont saisi 4.420 kg de dattes et 795 kg de produits alimentaires divers destinés à la spéculation illicite et arrêté 3 suspects, indique un communiqué des mêmes services. "Dans

le cadre de la lutte contre le monopole et la spéculation sur les produits de large consommation, les services de la 3e sûreté urbaine relevant de la circonscription administrative de Rouiba (Sûreté de wilaya d'Alger), ont traité une affaire sur la

spéculation illicite et arrêté trois suspects", lit-on dans le communiqué. L'opération menée sous la supervision du parquet territorialement compétent en coordination avec les services de la direction du Commerce de la wilaya d'Alger, s'est soldée

par "la saisie de 4.420 kg de dattes et 795 kg de produits alimentaires divers".

Après parachèvement des procédures légales en vigueur, les mis en cause ont été déférés devant le parquet territorialement compétent, conclut la source.

Energie

La folie des prix est-elle derrière nous ?

Si les prix de l'énergie se sont un peu calmés, de vives tensions demeurent sur les marchés. Patrice Geoffron dresse les perspectives, jusqu'à leur impact sur le plan social. Selon l'économiste, tout n'est pas noir et quelques signes d'espoir méritent attention.

Par Patrice Geoffron,
Professeur d'économie

En 2022, pour la première fois depuis les chocs pétroliers du XXe siècle, les restrictions – effectives ou craintes – du côté de l'offre ont largement pesé sur le niveau des prix énergétiques. Certes, les économies européennes se sont avérées résilientes. Mais le choc a porté la facture des approvisionnements énergétiques à plus de 9 % du PIB de l'UE, contre 2% en 2020, soit un niveau avoisinant celui du second choc pétrolier de 1979-80, et plus du double de ce qui a pesé sur les États-Unis durant l'année 2022.

Comparés aux niveaux «d'avant-guerre», les prix énergétiques ont donc été «fous» en 2022 : à partir d'un stress déjà élevé fin 2021, le déclenchement des hostilités en Ukraine fin février 2022 a conduit sur le marché gazier européen à un pic de prix à un niveau 10 fois supérieur à ceux observés auparavant. Et à une transmission du chaos au marché de l'électricité dans l'UE – avec, il est vrai, les difficultés du nucléaire français comme facteur aggravant. Sur le front pétrolier, le baril, après avoir frôlé les 130 \$ en mars 2022, est certes redescendu sous les 100 \$ à partir de l'autonomie – jusqu'à 70 \$ environ présentement. Mais il est tiré vers le bas par les incertitudes sur la croissance mondiale, notamment en Chine, et tout dernièrement par les craintes de crise financière dans le prolongement des failles apparues dans les systèmes bancaires américain et suisse.

Au cœur de ce qui ressemble à une accalmie en ce début d'année 2023, que peut-on imaginer des prix énergétiques dans les temps à venir ?

Même si les cours ne sont plus à des niveaux délirants comme l'année dernière, l'Europe est condamnée à payer durablement chaque molécule et électron plus chers qu'ailleurs : actuellement, le prix du gaz est redescendu sous les 50 \$, mais ce niveau est actuellement deux fois supérieur à celui du



début 2021, idem pour celui de l'électricité, et remontera à l'approche de l'hiver. Quant au pétrole, le prix n'est plus mondial désormais, puisque les pays qui continuent à commercer avec la Russie – Inde, Chine, Turquie, Malaisie, ... – payent la référence « Oural » 20 \$ moins cher que le Brent de mer du Nord.

Cette cherté structurelle est une préoccupation pour la compétitivité de l'UE, cela d'autant que les États-Unis répondent au choc – d'ampleur bien moindre chez eux – par un vaste plan de verdissement de leurs industries, le désormais fameux « IRA » (Infla-

tion Reduction Act), chargé en subventions.

Un défi pour la cohésion sociale

Plus largement, ce nouveau régime énergétique est également un défi pour la cohésion sociale au sein des États membres de l'UE – et entre eux, qui plus est : selon un calcul du think tank Bruegel, les États européens – Royaume-Uni inclus – ont engagé de l'ordre de 700 milliards de dépenses publiques en 2022 pour amoindrir le choc sur les ménages et les entreprises les plus fragiles. Effort impossible à maintenir sur la durée, a fortiori dans un

contexte de tensions sur les taux d'intérêt et, par conséquent, sur certaines dettes publiques.

De ce bilan d'étape assez sombre, des signes d'espoirs méritent attention. Les chaînes d'approvisionnement en fossiles ont été réorganisées, évitant des pénuries massives. Autrement dit, l'Europe a rompu – pour l'essentiel – les amarres avec la Russie, son premier fournisseur de pétrole, gaz et charbon sans que son économie s'effondre. Cela, notamment, via des efforts d'économies d'énergie qui devront non seulement être maintenus sur la durée, mais être appro-

fondis : comme les pouvoirs publics européens ne pourront pas soutenir indéfiniment les efforts de boucliers tarifaires, les prix monteront sur les marchés de détail. En Europe, comme au Japon depuis Fukushima, sobriété et efficacité énergétiques s'imposeront comme des vertus cardinales. Enfin, et surtout, comme le prix des fossiles sera aux niveaux les plus élevés du monde, l'investissement dans les technologies décarbonées constituera le seul antidote, accélérant par nécessité absolue, la lutte contre le changement climatique.

In Boursorama

Le tournant étatiste de la Chine

Un retour au socialisme des origines ?

Entre la mise au pas d'Alibaba et les attaques du Parti communiste chinois (PCC) contre les grandes entreprises privées, la Chine connaît un indéniable tournant étatiste. En Occident, certains n'ont pas manqué d'y voir le signe d'un retour aux fondements idéologiques du Parti – que ce soit pour le saluer ou pour le déplorer. On aurait tôt fait d'y voir une résurgence du socialisme des origines : cette inflexion anti-libérale est en réalité le fruit de difficultés structurelles qui grèvent la croissance chinoise et mettent à mal le modèle exportateur qui avait fait la prospérité du pays pendant trois décennies. Alors qu'il multiplie les mesures punitives contre les grandes entreprises, le parti-État met également au pas les travailleurs. Article de Ho-fung Hun, professeur d'économie à l'Université John Hopkins, publié sur Jacobin et traduit par Marc Lerenard.

Par Ho-fung Hung

En 2008, bien avant sa première candidature réelle à la présidence, Donald Trump exprimait une admiration sans réserves pour le modèle économique chinois. La Chine était alors perçue comme un havre où les capitalistes pouvaient librement courir après le profit sans aucune contrainte régulatrice : « en Chine, ils salissent des centaines d'acres de terre et répandent des ordures dans l'océan. Je demandais à un bâtisseur : as-tu réalisé une étude d'impact environnemental ? Il m'a répondu : Quoi ? Je demandais de nouveau : as-tu eu besoin d'une validation ? Non, m'a dit le Chinois. Et pourtant, si j'avais le malheur de jeter un petit caillou dans l'océan, ici, dans cette ville, on m'aurait jeté sur la chaise électrique. »

Dans un discours, Xi Jinping a répété que le capital devait rester subordonné au parti-État et souligné les responsabilités sociales des entrepreneurs. Avant de citer en exemples... une série de philanthropes occidentaux du XIX^{ème} et XX^{ème} siècle !

Dans le même esprit, le milliardaire britannique Alan Sugar, horrifié par la perspective de prise de pouvoir du parti travailliste de Jeremy Corbyn, suggérant en 2015 que « s'il était proche d'être élu, plutôt que de l'avoir premier ministre, je pense que nous devrions tous émigrer en Chine ».

Pour ces magnats du business, la Chine représentait un paradis pour l'accumulation illimitée du capital, une superpuissance dans le sein de laquelle ils pouvaient se réfugier face aux excès étatistes qui grevaient l'Occident...

NUL « SOCIALISME » EN VUE

Ces jours sont révolus. Les médias d'État chinois prouvent désormais une nouvelle doctrine économique, dénommée prospérité commune. Ainsi, le président Xi Jinping a explicitement appelé au renforcement de l'intervention étatique et des mesures de régulation contre « l'expansion désordonnée du capital ». D'aucuns à gauche ont célébré la décision de Xi Jinping, perçue comme le symptôme du retour à un so-

cialisme authentique ; mais la classe politique occidentale et les financiers l'ont déplorée comme une régression anti-libérale alarmante – voir même marxiste-léniniste... Pour autant, ces réactions ne nous apprennent pas grand-chose quant à la signification de la doctrine de prospérité commune.

La politique draconienne du « zéro Covid », bien qu'abandonnée sous la pression du mécontentement populaire, témoignait du désintérêt du Parti communiste chinois (PCC) pour ses conséquences économiques, et de la place nouvelle prise par l'État. Les analyses selon lesquelles la Chine s'écarterait du capitalisme néolibéral ne sortent pas de nulle part. De la même manière, Xi Jinping a fait de la lutte contre la spéculation son cheval de bataille – et certains y ont vu la marque d'un retour vers l'orthodoxie maoïste.

Dans le même temps, Xi Jinping attaquait en décembre 2021 l'État-providence à l'occidentale et s'engageait à ce que la Chine n'adopte pas un modèle « qui élève des feignants qui empochent de l'argent sans rien faire » – avec des références désobligeantes aux « populismes » d'Amérique Latine – lors d'un discours à la Conférence centrale de l'économie et du travail. Une hostilité vis-à-vis de l'aide sociale que l'on pourrait retrouver dans n'importe quel discours prononcé par les fondamentalistes du marché – références obligées à Karl Marx et Mao Zedong mises de côté. Quelles que soient les proclamations de l'idéologie officielle, à l'aube du 125^{ème} anniversaire de Mao en 2018, le parti avait dissout les groupes de travail marxistes et les organisations militantes sur les campus.

Mais quelles sont les mesures concrètes associées au programme de prospérité commune ? Une série d'amendes a été infligée à des entreprises de haute technologie et à leurs filiales, tandis que d'autres ont été saisies par l'État. Des subventions financières pour certains des plus gros promoteurs immobiliers ont touché à leur fin. Dans une série de discours sur la place de l'entrepreneuriat privé dans la nouvelle Chine, Xi Jinping a répété que le capital devait rester subordonné au parti-État. Il a souligné que « les entrepreneurs doivent avoir une conscience accrue de leur mission et un sens des responsabilités élevé pour le pays et la nation ; intégrer étroitement le développement de l'entreprise avec la prospérité du pays, la prospérité de la nation, et le bonheur du peuple ; et prendre l'initiative de soutenir et par-



tager les aspirations du pays. » Et de citer en modèle... une série de philanthropes occidentaux du XIX^{ème} et XX^{ème} siècle !

Le gouvernement chinois avait, semble-t-il, envisagé le démantèlement et la restructuration d'Evergrande en entreprise publique... ce qui aurait équivalu à la nationalisation du plus grand promoteur de l'économie chinoise.

Le nouveau modèle économique chinois, fondé sur un contrôle paternaliste des entreprises privées par l'État et une « éthique » du travail libéré de l'assistance publique, ne ressemble-t-il pas à s'y méprendre au capitalisme d'État des

régimes corporatistes et fascistes de l'entre-deux guerres ? Les similarités, bien sûr, ne s'arrêtent pas là. Beaucoup ont déjà souligné la rhétorique nationaliste militante accrue du parti-État, l'essor du culte du grand leader, et une obsession pour la surveillance et le contrôle total de la population...

ACCROISSEMENT DU NATIONALISME APRÈS LE « BOOM »

Ce virage en apparence étatiste de l'économie n'est pas le fruit d'un choix personnel de Xi Jinping, mais davantage le produit d'une crise économique durable. Les exportations, dominées par les sociétés privée et étrangères, ont été les premières sources de la prospérité chinoise, permettant au pays d'absorber d'importantes réserves de devises depuis trois décennies. Celles-ci ont permis une expansion du crédit étatique, qui alimentait principalement les sociétés d'État ou celles qui lui étaient liées, nourrissant les investissements en infrastructures, immobilier, nouvelles aciéries et usines de charbon. Tant que les réserves de devises augmentaient, le système financier contrôlé par le PCC pouvait accroître la liquidité locale par le truchement de prêts bancaires abondants sans s'exposer au risque de la dévaluation ou de la fuite des capitaux.

Les leaders chinois ont bel et bien tiré la sonnette d'alerte vis-à-vis du surendettement et de la surcapacité, et proposé des mesures pour pallier ce vice structurel telle la conditionnalité des prêts bancaires aux entreprises sur des critères de solvabilité. Mais comme les secteurs en croissance se transformaient en véritables vaches à lait à mesure qu'ils devenaient des fiefs contrôlés par les diverses factions du parti-État, ces

réformes n'ont eu qu'un impact limité. Lors de la crise financière de 2008, alors que la longue période de croissance chinoise portée par l'exportation fléchissait, le gouvernement mettait en place un programme de stimulus monétaire agressif qui a conduit à un fort rebond, tiré par des investissements en immobilisations financés par la dette. L'affaiblissement des exportations et la poursuite d'un investissement expansif financé par les banques d'État en 2009 et 2010 a créé une bulle d'endettement qui n'était plus contrebalancée par l'accroissement des réserves de devises étrangères. Entre 2008 et la fin de l'année 2017, la dette chinoise privée est passée de 148 % du PIB à plus de 250 %. En 2020, la hausse des prêts pendant la pandémie l'a faite progresser, selon une estimation, à plus de 330%...

Les appartements, usines de charbon, aciéries et infrastructures financées par

la dette ont débouché sur rien de moins qu'une surproduction. Après le rebond de 2009-2010, la rentabilité des entreprises – publiques comme privées – n'a cessé de dégringoler.

Les profits diminuant, le remboursement des prêts est devenu un problème, et la dette une bombe à retardement. Dès lors, la Chine est devenue de plus en plus incapable de soutenir sa croissance via les investissements en immobilisation financés par la dette, tandis que les exportations n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant 2008.

La surproduction, les profits en chute libre et la hausse de l'endettement ont conduit à un effondrement du marché boursier et à une fuite des capitaux, causant une dévaluation rapide de la monnaie chinoise en 2015 et 2016. L'économie s'est alors stabilisée, mais seulement après un raffermissement du contrôle des capitaux. Le système bancaire a également injecté dans de nouveaux prêts dans l'économie pour conjurer un ralentissement – même si la plupart d'entre eux ont été utilisés pour proroger des précédents. Cet afflux récurrent renchérit le surendettement de l'économie sans accroître son dynamisme. C'est ainsi que de nombreuses entreprises sont devenues des zombies vivants, accros aux prêts. Avec la fin de la croissance soutenue, l'État a accru sa pression sur le secteur privé et les entreprises étrangères. On peut comprendre « l'avancée du secteur étatique et la retraite du secteur privé » (guojin minuti) comme étant dirigée contre les sociétés étrangères, dans le cadre de la compétition inter-impérialiste entre les États-Unis et la Chine – réminiscence à bien des égards de la rivalité anglo-allemande un siècle plus tôt.

Lorsque Xi Jinping est arrivé au pouvoir, il était attendu qu'il poursuive un agenda de libéralisation économique – et notamment financière, destinée à priver de crédit les entreprises indûment privilégiées par l'État. Les médias parlaient alors d'une « réforme structurelle fondée sur l'offre » – ce qui, on l'admettra, se rapproche davantage d'un mot d'ordre reaganien ou thatcherien que marxiste ou maoïste... Néanmoins, ceux qui espéraient une nouvelle ère Deng Xiaoping ont été déçus. Les intérêts liés à l'État étaient si importants que Xi Jinping n'a pas eu d'autre choix que de persister dans une politique d'expansion continue des entreprises étatiques. Et aujourd'hui, tous les analystes s'accordent pour dire que Xi Jinping fut le catalyseur du virage étatiste

de la politique chinoise, même si elle l'a précédé.

CRISE ÉCONOMIQUE, SPIRALE DE L'ÉTATISME

Au nom du programme de prospérité commune, Pékin a durement sanctionné les grandes entreprises privées comme Alibaba et Tenet, enregistrées dans les îles Caïman.

Parmi les mesures répressives, on trouve le blocage de l'entrée – imminente – dans les bourses étrangères du capital d'Ant Group, la filiale fintech d'Alibaba.

L'imposition d'une lourde amende anti-monopole à Alibaba lui-même. De sévères restrictions sur les firmes technologiques en collecte de données et approvisionnement de services. L'interdiction des sociétés de soutien scolaire à but lucratif.

Avec ce processus de restriction de la croissance du capital privé, Pékin a freiné le développement immobilier en 2020. Privés de nouvelles sources de financement pour proroger leurs dettes, de nombreux promoteurs immobiliser ont sombré dans une crise de solvabilité – celle d'Evergrande, la principale entreprise du secteur, étant celle la plus médiatisée à l'étranger. Le gouvernement chinois avait, semble-t-il, envisagé le démantèlement et la restructuration d'Evergrande en entreprise publique... ce qui aurait équivalu à la nationalisation du plus grand promoteur de l'économie chinoise. Une mesure qui aurait été concordante avec les attaques répétées du PCC contre les grandes sociétés et leur appel à un contrôle étatique accru.

À gauche, certains ont pu applaudir ces interventions ; il serait pourtant naïf de penser que la nationalisation aurait spontanément accru le bien-être des travailleurs de ces sociétés, ou qu'elles auraient été soumises à des impératifs de plein-emploi – comme c'était le cas à l'époque maoïste.

Une performance économique robuste, un emploi en expansion et des revenus croissants ont été les piliers sur lesquels le PCC a bâti sa légitimité depuis les années 1990. Sans elles, il doit trouver une voie alternative. C'est dans ce contexte que le parti-État redouble d'efforts pour prendre le contrôle direct de l'économie tout en ayant recours à un nationalisme agressif – fût-ce au risque d'aggraver la crise économique. On peut sans prendre trop de risques prédire que cette dynamique de ralentissement économique, d'accroissement du contrôle étatique et de nationalisme belligérant a de beaux



Nucléaires

La Russie va déployer des armes «tactiques» au Bélarus

Des responsables russes ont émis à plusieurs reprises des menaces à peine voilées de se servir de l'arme nucléaire en Ukraine en cas d'escalade significative du conflit. Dirigé depuis 1994 par Alexandre Loukachenko, le Bélarus est frontalier de l'Ukraine, de la Pologne et de la Lituanie.

«**I**l n'y a rien d'inhabituel ici : les Etats-Unis font cela depuis des décennies. Ils déploient depuis longtemps leurs armes nucléaires tactiques sur le territoire de leurs alliés», a déclaré Vladimir Poutine lors d'une interview diffusée à la télévision russe. «Nous avons convenu de faire de même», a-t-il ajouté, disant avoir l'accord de Minsk. «Nous avons déjà aidé nos collègues bélarusses et équipé leurs avions (...) sans violer nos engagements internationaux en matière de non-prolifération des armes nucléaires. Dix avions sont prêts à utiliser ce type d'arme», a poursuivi M. Poutine, selon lequel Moscou a aussi transféré des missiles Iskander. «A partir du 3 avril, nous commençons à former les équipages. Et le 1er juillet, nous terminerons la construction d'un entrepôt spécial pour les armes nucléaires tactiques sur le territoire du Bélarus», a-t-il ajouté. Le Bélarus ne prend pas part directement au conflit en Ukraine mais Moscou s'est servi de son territoire pour conduire son offensive sur Kiev l'année dernière ou pour mener des frappes, selon les autorités ukrainiennes.



Obus à l'uranium

Selon M. Poutine, cette décision a été motivée par la volonté de Londres d'envoyer des munitions à uranium appauvri à l'Ukraine, comme évoqué récemment par une responsable britannique.

M. Poutine a menacé de recourir également à ce type d'obus, utilisé pour percer les blindages, si Kiev venait à en recevoir.

Il a qualifié ce type d'obus d'arme parmi «les plus dangereuses» et qui «génère ce que l'on appelle des poussières de radiation». La vice-ministre britannique de la Défense Annabel Goldie avait confirmé lundi que le Royaume-Uni fournirait à l'Ukraine des obus à uranium appauvri, efficaces contre les chars et les autres véhicules blindés.

M. Poutine a également dit samedi considérer que les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine, vitales l'effort de guerre de Kiev, étaient une «menace» pour la Russie.

Il s'est toutefois félicité des progrès de l'industrie de l'armement russe, qui sera selon lui capable de produire 1.600 tanks dans les trois prochaines années, ce qui permettrait à l'armée russe d'en avoir «plus de trois fois plus» que son adversaire.

Après le départ d'un feu de forêt Des villageois évacués en Espagne

Un feu de forêt, le premier depuis le début de l'année, en Espagne a brûlé plus de 4.000 hectares de forêt et entraîné l'évacuation de 1.700 villageois dans les régions de Valence et d'Aragon.

Des habitants ont raconté avoir dû fuir leur maison et abandonner leurs animaux.

«Triste, comment puis-je me sentir autrement? Notre ville brûle, notre vie brûle, nos animaux étaient là et personne ne peut nous dire quoi que ce soit», a dit à Reuters Antonio Zarzoso, 24 ans, qui a dû quitter le village de Puebla de Arenoso.

Plus de 500 pompiers appuyés par des avions et des hélicoptères s'efforçaient de maîtriser l'incendie près du village de Villanueva de Viver, ont déclaré les services d'urgence samedi, poussant 1.500 personnes à quitter leur domicile.

Le feu s'est également propagé à la zone de Teruel, dans la région d'Aragon, où 200 personnes ont dû être évacuées, ont indiqué les autorités samedi.

Les pompiers ont toutefois réussi à empêcher l'incendie de se propager à d'autres zones.

Dans le Mississippi (Etats-Unis d'Amérique) «Zone de guerre» après une tornade, l'aide s'organise

A Rolling Fork, dans le Mississippi, où une tornade a semé le chaos et la mort, l'aide s'organise et des volontaires affluent des villes alentour. Moins de 24 heures après le passage de la tornade vendredi soir, la Croix-Rouge américaine a investi un bâtiment de la Garde nationale.

Une pièce sert d'infirmerie, une ambulance est garée à l'entrée et par l'accès arrière, ne cessent d'arriver des cartons pleins de barres de céréales ou de couches pour bébés.

«Nous essayons de fournir aux gens un endroit où passer la nuit avec de la nourriture et un soutien médical, pour qu'ils puissent juste avoir un lieu où poser la tête parce qu'ils ont tout perdu», explique John Brown, un responsable de la Croix-Rouge pour l'Alabama et le Mississippi.

Car la ville «ressemble à une zone de guerre», poursuit-il. «On dirait qu'une bombe a explosé» dans cette localité de 2.000 personnes - au moins 25 personnes sont mortes dans cet Etat du Sud.

Qu'ils choisissent ou non de rester dans le centre, les habitants auront au moins pu s'informer, se nourrir et reprendre un minimum de forces, ajoute-t-il.

C'est le cas d'Anna Krisuta, 43 ans, et de son fils Alvaro Llecha, 16 ans, assis l'un sur un brancard, l'autre sur une chaise,

des boissons énergisantes bleu électrique posées devant eux.

Leur maison est «en morceaux», dit Anna Krisuta avec un vaillant sourire. Tous deux sortent leur téléphone portable pour montrer l'étendue des dégâts, capturée en vidéo.

Vont-ils passer la nuit dans ce centre? Ils ne sont pas sûrs. Peut-être vont-ils préférer dormir «dans la voiture», dit Alvaro en lançant un regard hésitant à sa mère.

L'adolescent dit ne devoir son salut qu'au fait qu'il se soit caché dans la salle de bains, pièce qu'il a jugée être la plus sûre de la maison. «J'ai cru que j'allais mourir», raconte-t-il, en se souvenant plus que tout du vent violent «qui s'engouffrait par le bas de la porte».

«Injustice»

Venue de Vicksburg, à quelque 70 km de Rolling Fork, Lauren Hoda ne peut cacher le mélange de «tristesse», de «peine» et de «colère» qu'elle ressent face à l'«injustice» infligée aux habitants.

«Quand je me suis réveillée ce matin, j'avais envie de pleurer pour les habitants de cette ville parce que je ne crois pas qu'ils aient eu beaucoup de temps avant que (la tornade) arrive. Il y avait des gens qui mangeaient au restaurant, des familles dans leur lit», dit la jeune femme

de 28 ans, qui raconte avoir elle-même vécu une catastrophe naturelle: l'ouragan Katrina, en 2005.

C'est pourquoi elle s'est mobilisée et a passé son samedi soir à Rolling Fork pour amener les dons collectés: eau, nourriture, conserves, couches, lingettes, médicaments, déodorant, dentifrice, énumère-t-elle.

Jon Gebhardt, professeur assistant en science militaire à l'Université du Mississippi à Oxford, à quelque trois heures de Rolling Fork, affirme lui être arrivé en pleine nuit, après le passage de la tornade, pour aider à mettre le centre sur pied.

Confronté à la «douleur et à l'angoisse» des habitants, «j'ai pas mal pleuré aujourd'hui», reconnaît-il.

«Mais ce matin, quand je me suis réveillé et que j'ai vu la générosité et la capacité de cette communauté à s'unir à un moment si difficile», il dit s'être senti «chanceux d'être dans le Mississippi».

La reconstruction, physique et morale, se fera-t-elle en quelques semaines? «Non».

«Mais cette population se reconstruira-t-elle en mieux et deviendra-t-elle une meilleure version d'elle-même au cours des prochaines années? Oui, je le pense», assure-t-il, confiant dans la «résilience» du delta du Mississippi.

Le point hebdo de l'investisseur Les banques voient rouge

L'apaisement des craintes concernant le secteur bancaire n'aura été que de courte durée, les places financières étant reparties fortement à la baisse ce vendredi. Les valeurs bancaires signent encore le plus fort repli sectoriel mais les autres secteurs cèdent également du terrain dans un contexte de retour de l'aversion au risque. Malgré les espoirs d'un arrêt prochain du cycle de hausse de taux, la volatilité devrait demeurer importante dans les séances à venir, d'autant plus avec la peur de contagion plus large et la résurgence des craintes de récession.

On Holding (+42%) : la société basée en Suisse et cotée aux Etats-Unis, qui vend des accessoires de sport - marque On Running notamment - a publié des résultats en très forte hausse et dépasse le milliard de Francs Suisse de chiffre d'affaires. Les ventes ont été dynamisées par l'Asie-Pacifique et les profits ressortent à 57,7 MCHF, contre une perte de 170,2 MCHF en 2021. GameStop (+36%) : la société, bien connue pour être une actionnisme, a publié un bénéfice surprise au quatrième trimestre. Les mesures de réduction de coûts prises par la direction semblent avoir porté leurs fruits. L'action s'est envolée de 35,2% mercredi. New York Community Bancorp (+32%) : la holding de la banque Flagstar a récupéré presque toutes ses pertes boursières accumulées depuis deux semaines dans le sillage de la baisse du secteur bancaire. Lundi dernier, un accord a été conclu avec les autorités de régulations américaines pour que l'entité rachète 38 Mds\$ d'actifs et 36 Mds\$ de passifs de Signature Bank, l'une des trois banques américaines qui a fait faillite. Nemetschek (+12%) : l'éditeur de logiciels pour l'industrie du bâtiment, qui est récemment passé à un modèle d'abonnement, a légèrement réduit ses perspectives de croissance pour l'exercice en cours, mais s'attend à un retour de la dynamique à deux chiffres à partir de l'exercice 2024. Nemetschek, qui est le deuxième éditeur de logiciels le plus valorisé outre-Rhin après SAP, avait perdu 60% de sa valeur en 2022, mettant fin à 10 ans de hausses consécutives. Sanofi (+7%) : le laboratoire a annoncé que son médicament phare, Dupixent, a atteint tous ses critères d'évaluation lors d'un essai de phase III contre la bronchopneumopathie chronique obstructive - BPCO - plus couramment appelé bronchite du fumeur. Dupixent est initialement un traitement contre l'asthme et l'eczéma et représente 19% du chiffre d'affaires total du groupe, soit 8,3 Mds€.

Flops :

Crédit Suisse (-59%) : dans un climat déjà assez tendu pour les valeurs bancaires qui subissent le contexte de hausse des taux agressifs, Crédit Suisse s'est retrouvée en difficultés. L'ex-deuxième banque helvétique a fini par se faire racheter pour une bouchée de pain par sa compatriote UBS, avec l'appui de l'État qui apporte 160 milliards de francs de prêts et garanties. La

transaction se termine avec une somme presque symbolique à 3 MdsCHF, payée en actions.

Varta (-22%) : la société s'est colorée en rouge lundi matin, à l'annonce d'une augmentation de capital à 22,85 EUR. La levée de fonds a permis de récupérer 50,72 M€ auprès de VGG Beteiligungen SE (filiale de l'actionnaire principal) sans droit préférentiel de souscription pour les autres actionnaires.

Casino (-20%) : le groupe français de distribution est à nouveau emporté par les difficultés de sa maison-mère Rallye, dont le plan de sauvegarde est mis à mal. Pour ne rien arranger, les performances opérationnelles de Casino ne sont pas à la hauteur. D'ailleurs, Moody's a dégradé la notation crédit, qui est passée de B3 à Caa1, à cause d'une dégradation des liquidités de l'entreprise.

Block (-17%) : l'action de la société a reculé en bourse, suite à un rapport de Hindenburg Research, qui fait apparaître que la société a exagéré le nombre d'utilisateurs de son application Cash App et minimise le coût d'acquisition des clients. Le cabinet de recherche, vendeur à découvert sur le dossier, ajoute que la méthode en conformité de la société est susceptible de favoriser la fraude.

Pinduoduo (-16%) : PDD Holdings n'a pas publié un résultat à la hauteur des estimations des analystes. Les ventes de marchandises de l'entreprise chinoise ont bondi et ses coûts ont progressé au quatrième trimestre 2022. La dynamique s'appuie sur la fin de la politique zéro covid de la Chine sur la fin de l'année. Toutefois, le marché attendait des chiffres encore plus élevés pour l'entreprise cotée aux Etats-Unis.

Deutsche Bank (-12%) : des tensions sur la dette bancaire de niveau 1 (AT 1) montent visiblement en Europe. La banque allemande rejoint ses comparables dans le bain de sang boursier en raison de l'augmentation du coût de l'assurance de ses obligations par rapport à son risque de faillite. Les banques continuent de subir le vent de panique des investisseurs qui menace la First Republic en Amérique. L'effet domino s'arrêtera-t-il avec un possible arrêt de la hausse des taux ?

Matières premières

Energie : Les prix pétroliers ont progressé cette semaine, un rebond qui prend l'allure d'une remontée aux forceps avec la chute vertigineuse de la semaine précédente où le baril de Brent a abandonné près de 12%. Les opérateurs ont toujours le moral

au fond des chaussettes puisque les banques continuent à tanguer de part et d'autres de l'Atlantique. Autrement dit, les actifs risqués subissent toujours des turbulences, expliquant le retour des flux vendeurs sur le pétrole en fin de semaine. Du côté de l'offre, la Russie devrait poursuivre la réduction de sa production, de l'ordre de 500.000 barils par jour, jusqu'à la fin du mois de juin. Aux Etats-Unis, les stocks hebdomadaires de pétrole ont enregistré une nouvelle hausse de 1,1 million de barils alors que le consensus tablait au contraire sur une contraction de 1,7 million de barils. Au niveau des prix, Les cours du Brent de l'Europe du nord et du WTI américain ont repris un peu de hauteur à respectivement 73 et 68 USD le baril. Concernant le gaz naturel en Europe, le TTF de Rotterdam fait du surplace autour de 42 EUR/MWh.

Métaux : "Il est l'or, Monseigneur". La folie des grandeurs touche l'or, qui revient au contact des 2000 USD. Retour de l'aversion au risque et décrie des rendements obligataires contribuent à raviver l'appétit des investisseurs pour la relique barbare. Du côté des métaux de base et en dépit de l'ambiance générale des marchés, qui reste lourde, les cours des métaux industriels ont gagné du terrain cette semaine, à l'exception du nickel qui s'enfonce à 21850 USD. Au contraire, le cuivre s'approche de nouveau de la ligne des 9000 USD au London Metal Exchange.

Produits agricoles : A contre-courant des prix de l'énergie et des métaux, les prix du blé ont baissé cette semaine. A Chicago, le boisseau de blé s'échange autour de 670 tandis que le maïs fait du surplace autour de 630 cents.

Macroéconomie

Ambiance. Grand écart. Il s'est encore passé beaucoup de choses en une semaine sur les marchés. Les grandes banques centrales ont annoncé dimanche une action coordonnée pour fournir facilement des liquidités en dollars, dans le sillage de la chute du Crédit Suisse, absorbé par UBS. Puis la Fed a relevé ses taux d'un quart de point, comme prévu, en distillant un message que nous qualifierions de "ferme mais plein de bons sentiments". En d'autres termes, la lutte contre l'inflation n'est pas jetée aux oubliettes mais la politique monétaire s'adaptera au contexte s'il venait à se dégrader. Ce que les marchés ont traduit en "la politique monétaire austère va disparaître à la moindre dégradation économique ou financière", ou quelque chose

comme ça. Les autres banques centrales qui avaient prévu de communiquer cette semaine ont fait ce que l'on attendait d'elles : la Banque nationale suisse, un peu en retard, a mis un tour de vis de 50 points de base, pendant que la Banque d'Angleterre, toujours confrontée à une inflation préoccupante, a opté pour 25 points de base de hausse. Les autres statistiques sont un peu passées au second plan jusqu'à vendredi, où les indicateurs d'activité PMI de mars ont montré que les services sont toujours dynamiques dans les grandes économies, alors que l'industrie souffre. On notera aussi que les commandes de biens durables de février aux Etats-Unis étaient médiocres.

Devises. Le dollar a enregistré un trou d'air face à l'euro en début de semaine, avec un retour bref au-dessus de 1,09 dans le sillage de la décision de politique monétaire de la Fed, qui a donc relevé ses taux d'un quart de point, comme prévu. Mais le renforcement de l'aversion pour le risque, matérialisé par la chute des banques européennes en fin de semaine, a redonné des ailes au billet vert, revenu à 1,072 USD pour 1 EUR vendredi. Même punition pour la livre sterling, à 1,2196 USD pour 1 GBP. En revanche, le yen fait figure de valeur refuge avec trois séances consécutives de renforcement, pour revenir aux portes de 130 JPY pour 1 USD. Quant à l'EUR/CHF, il a reperdu ses gains de début de semaine pour revenir à 0,9871, après le sauvetage du Crédit Suisse et le relèvement d'un demi-point des taux de la BNS.

Taux. Comme attendu, les banques centrales ont continué de jouer la carte de la lutte contre l'inflation en dépit de la pression sur le secteur bancaire. Ainsi, la Banque centrale américaine et la Banque d'Angleterre ont relevé leurs taux directeurs de 25 points de base à respectivement 5% et 4,25%. Du côté américain, on est resté ferme concernant la future trajectoire des taux d'intérêt. Malgré tout, les investisseurs restent persuadés que la Fed devra rapidement revoir sa copie puisque le consensus table toujours sur une baisse des taux dès cet été. Historiquement, il faut avouer que chaque épisode de resserrement monétaire s'est finalement traduit par une crise: explosion de la dette en Amérique latine en 1982, crash de 1987, faillite de LTCM en 1998, explosion de la bulle internet en 2000, crise des subprimes en 2007 et BKLN en 2018. De là à dire que la faillite de SIVB marque le début d'une crise systémique, il n'y a qu'un (petit) pas. En attendant, le rendement



de la dette américaine à 10 ans teste furieusement son support à 3.35% avec les 2.73% en ligne de mire tandis que du côté allemand on surveillera le seuil de 2% en parallèle pour confirmer la baisse sur 1.50%.

Cryptomonnaies. Après avoir enregistré une hausse explosive de plus de 25% la semaine dernière, le bitcoin se maintient à l'équilibre autour des 28 000 dollars depuis lundi. La devise numérique a bénéficié d'un retour d'appétit pour le risque dans l'espoir de voir un ralentissement des hausses de taux de la FED. En se montrant toujours très sensible au contexte macroéconomique, la progression de l'actif semble pour l'instant dépendant d'un assouplissement de la politique monétaire outre-Atlantique, qui se réalisera avec l'amélioration de la conjoncture économique. Bien qu'il ait fortement progressé dans un contexte de tensions bancaires, il est bien trop tôt pour affirmer que le bitcoin prend sa place de valeur refuge comme certains aficionados le prétendent.

Calendrier. L'Europe passe à l'heure d'été ce weekend, ce qui remettra d'aplomb le décalage traditionnel avec les Etats-Unis. Les grands rendez-vous de la semaine sont l'indice de confiance des consommateurs américains du Conference Board (mardi), les chiffres préliminaires de l'inflation allemande de mars et la dernière estimation du PIB du T4 aux Etats-Unis (jeudi), puis vendredi l'inflation de la zone euro en mars et l'inflation dite "PCE" aux Etats-Unis. Ajoutons à cela deux discours qui pourraient peser. Celui de la patronne du Trésor US, Janet Yellen, jeudi soir, et celui de la présidente de la BCE, Christine Lagarde, vendredi.

Les banques voient rouge

Une faillite de banque, un discours de Jérôme Powell et une hausse de taux. Encore une semaine agitée sur les marchés ! Après la chute du Crédit Suisse et son sauvetage par UBS et la banque centrale suisse, c'est au tour de Deutsche Bank de faire tanguer les marchés. La première banque allemande a dévié en fin de semaine alors qu'une forte augmentation du coût d'assurance contre le risque de défaut de paiement alimente les inquiétudes sur la stabilité de tout l'écosystème bancaire européen. Les craintes d'un effet domino s'intensifient. Même si les investisseurs semblent plutôt confiants, comme le montre la bonne tenue des marchés cette semaine, la situation bancaire n'a cependant pas l'air très stable. L'avenir nous dira si ces secousses sont temporaires ou annonciatrices d'une crise plus importante.

Zonebourse



En concessions pour septembre Volkswagen confirme l'arrivée de la nouvelle Passat

La prochaine Volkswagen Passat sera commercialisée en septembre. Uniquement disponible en break, l'allemande mettra l'accent sur l'électrification avec une généralisation des moteurs hybrides.

Si les berlines se sont engagées dans un tunnel pas folichon à l'issue incertaine, certains modèles tentent de survivre tant bien que mal. C'est le cas de l'icône Volkswagen Passat qui continuera bel et bien sa carrière via une neuvième génération. Mais pour la première fois, l'allemande devra se passer de la carrosserie berline et s'en remettre uniquement à la variante break. Avez-vous faiblesse ? Officiellement, l'histoire est plus compliquée car ce rôle sera en réalité endossé par la future ID.7.

Une arrivée prématurée pour la Passat nouvelle génération

Si la Passat actuelle était fabriquée à l'usine d'Emden en Allemagne, la production de sa remplaçante déménagera à Bratislava en Slovaquie.

Si la Passat actuelle était fabriquée à l'usine d'Emden en Allemagne, la production de sa remplaçante déménagera à Bratislava en Slovaquie. © DR On attendait l'arrivée de la nouvelle Passat pour 2024. Cependant, Thomas Schäfer, le PDG de la marque allemande, a surpris tout le monde en annonçant que la nouvelle génération de la Passat débarquera dans les concessions dès septembre 2023. Cela signifierait alors que le lancement de l'auto est bien plus proche qu'initialement prévu et pourrait se tenir dès cet été, en parallèle de la présentation de la



nouvelle Skoda Superb. Comme le veut la tradition – et surtout les contraintes industrielles, l'allemande partagera un nombre important de pièces avec la tchèque.

La prochaine Passat reposera donc sur une version évoluée de la plateforme MQB qui lui permettra de renforcer son

offre électrique. Outre la version sportive GTE qui pourrait être reconduite, l'auto adoptera surtout à l'instar de la Golf des mécaniques micro-hybridées (eTSI) et hybrides rechargeables (eHybrid). À l'extérieur, la Passat délaissera les lignes tendues pour des rondeurs inspirées de la gamme électrique

ID. À bord, le break devrait disposer d'un grand écran tactile accompagné de touches sensibles en partie inférieure.

Produite aux côtés de la Škoda Superb

Si la Passat actuelle était fabriquée à l'usine d'Emden en Allemagne, la production de

sa remplaçante déménagera à Bratislava en Slovaquie. Jusqu'alors assemblée aux côtés de sa sœur Arteon, la Passat devra désormais apprendre à partager avec une encombrante cousine : la Škoda Superb, qui aura le droit à une version break mais aussi à une version berline.

Insolite

Une Renault 16 Coupé-Cabriolet imaginée il y a 60 ans

Moderne, pratique, la R16 incarne en 1965, le renouveau du haut de gamme Renault. Dès 1963, une variante de cabriolet transformable en coupé au moyen d'un hardtop est envisagée. Trop conformiste, il est passé à la trappe.

En 1965, Renault lance un haut de gamme atypique, la R16, le projet porte le code 115 en interne. Une berline dotée d'un hayon qui prend à contrepied toutes les familiales de la concurrence quant à elles restées à l'état de silhouettes tricorps jugées plus statutaires par une clientèle très conservatrice. La régie prend un gros risque qui s'avèrera payant puisque plus de 1,8 million de R16 ont trouvé preneur entre 1965 et 1980. La Renault 16 fut d'ailleurs élue voiture de l'année

en 1966.

Une rivale de la 404 coupé

Le hardtop permet de passer d'une version coupé à une déclinaison cabriolet, deux en un.

Le hardtop permet de passer d'une version coupé à une déclinaison cabriolet, deux en un. © DR

Un prototype de Renault 16 berline avec un profil tricorps fut aussi à l'étude en parallèle, histoire de rassurer les plus sceptiques. C'est cette R16 carrossée en berline classique qui fut transformée en deux portes puis tronçonnée en cabriolet dès 1963, recouvrable par un hardtop lui assurant les fonctions de coupé. Le prototype fut exposé au salon Rétromobile en 2015 pour célébrer les 50 ans de la R16.

Renault Espace 2023

3 espoirs et 3 craintes sur le futur SUV 7-places

Après quelques jours de la présentation du nouveau Renault Espace, L'AM se livre à quelques pronostics, fort des éléments déjà donnés par le Losange et de ceux qui lui ont échappé. Le 28 mars au matin, Renault présentera la sixième génération de l'Espace. Une des familiales les plus connues de l'Hexagone qui s'appête à subir une nouvelle métamorphose après celle de 2015 qui l'avait déjà vu croiser les ADN entre les monospaces et les SUV, sans trop de succès. Cette fois, il n'y aura plus de doute, l'Espace sera bien un SUV. On peut d'autant mieux l'affirmer qu'il dérivera étroitement de l'Austral comme le manuel d'utilisation de ce dernier l'affirme depuis quelques semaines au vu et au su de tout le monde, sans que Renault n'ait

prêté attention à cette fuite. Fort de ce constat, il est possible de se livrer à de premiers pronostics entre ce que l'on attend et ce que l'on redoute de cet Espace 6.

Ce que l'on espère au sujet du nouveau Renault Espace 2023

Le relatif insuccès de l'Espace actuel n'est pas seulement dû à la montée en puissance des SUV. Cette génération a très tôt pâti d'une qualité de fabrication en dessous des standards de son segment et du prix qu'il réclamait. Surtout, les problèmes de fiabilité, notamment au niveau de l'architecture électronique, n'ont pas épargné le français fabriqué à Douai. Or, s'il faut encore attendre pour voir comment vieillit l'Austral, ses premiers mois de vie semblent se passer sans trop

de problème. Par ailleurs, puisque l'Austral affiche une belle qualité de fabrication, gageons que l'Espace en hérite aussi. Le SUV Renault Austral tout comme avant lui la Renault Mégane E-Tech disposent de l'interface Google à leur bord. Daté sur le plan du multimédia, le nouvel Espace devrait hériter en toute logique de la nouvelle interface développée par Renault. Après la Mégane E-Tech et l'Austral, ce sera au tour de la familiale 7 places du Losange d'opter pour une double dalle entourant le poste de conduite. A priori 24 pouces d'écran et un multimédia signé Google à la fois esthétique et réactif qui devrait donc supplanter l'ancien infotainment. À la clé, on espère plus de simplicité à l'usage, plus de fonctionnalités et, si c'est bien le cas, il faut espérer moins de problèmes dans le temps.



Par Fabienne Jouty

Après un travail réalisé sur le Brexit et les processus qui ont présidé au choix par référendum en 2016 de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne¹, Pauline Schnapper propose un nouvel ouvrage consacré à la politique britannique, où elle questionne les dynamiques et les événements qui ont bouleversé et bouleversent encore le paysage politique de l'État. Elle y montre en quoi ces évolutions de fond, dont le Brexit est un puissant révélateur, « forment le soubassement de la crise de la démocratie britannique » (p. 5). Organisé en cinq chapitres thématiques, l'ouvrage se structure autour de trois axes d'analyses en montrant d'une part comment l'État britannique s'organise (chapitres 1 et 2), en décrivant d'autre part le comportement des acteurs de la vie politique du Royaume-Uni depuis les années 1970 (chapitres 3 et 4) et en analysant dans un dernier temps la participation des citoyens à la vie démocratique (chapitre 5). En adoptant une approche à la fois multiscalaire et diachronique, Pauline Schnapper offre de nombreux éléments permettant une meilleure compréhension de la crise politique britannique. Pour ce faire, l'auteur revient tout d'abord sur les spécificités constitutionnelles de l'État en soulignant que, contrairement à son voisin français, les institutions au Royaume-Uni ne sont pas régies par un texte constitutionnel, mais sont organisées par une série de documents, de conventions, de traditions, d'usages et d'interprétations comme celle proposée par Walter Bagehot en 1867. En somme, le Royaume-Uni est organisé par une « Constitution non codifiée » (p. 8). La Magna Carta de 1215, texte constitutionnel le plus ancien, l'Habeas Corpus de 1640 qui institue les principes de liberté individuelle face à l'arbitraire royal ou le Bill of Rights de 1689, qui instaure les grands principes de la monarchie constitutionnelle, organisent encore aujourd'hui les institutions britanniques. Sous

Pauline Schnapper, La Politique au Royaume-Uni

l'égide de Tony Blair (1997-2007), trois réformes constitutionnelles ont été entreprises : la réforme qui préside à la création d'une Cour suprême fut une réussite, la réforme de la Chambre des lords est inaboutie, mais la réforme sur la durée du mandat parlementaire a échoué. Dans ce contexte, le référendum de 2016 met les institutions à l'épreuve, car, face à des députés majoritairement opposés au Brexit, le résultat du scrutin « a provoqué une confrontation entre la légitimité du Parlement et celle du "peuple" » (p. 21). Par ailleurs, l'auteur met en exergue les ambiguïtés de la centralité du pouvoir britannique. Jusqu'au XIXe siècle, un mouvement de centralisation domine avec la formation du Royaume-Uni par l'union de l'Irlande, de l'Écosse et du Pays de Galles à l'Angleterre : Londres, siège de Parlement de Westminster, est le cœur de cette union. Au XXe siècle émergent toutefois des mouvements de décentralisation. En effet, la montée des nationalismes qui contestent le pouvoir londonien conduit à la création en 1999 d'un Parlement en Écosse et d'un autre au Pays de Galles, puis à l'organisation en 2014 d'un référendum en Écosse en faveur de l'indépendance. Au même moment, le pouvoir exécutif central connaît des évolutions significatives avec l'introduction d'organisations et structures d'État au sein du gouvernement (selon la théorie du core executive), tels que les commissions issues du Cabinet, les services de renseignement ou la Banque d'Angleterre. Pauline Schnapper relève toutefois qu'au-delà de cette tendance à la décentralisation, le Brexit induit une « recentralisation du pouvoir à Londres » (p. 27). Ces phénomènes s'opèrent sur un fond de fortes inégalités qui se creusent et renforcent les antagonismes qui influencent le paysage politique de l'État. En effet, les mutations socio-économiques alimentent de nouvelles dynamiques qui déstabilisent depuis 1970 le bipartisme britannique traditionnel, polarisé par le Parti conservateur et le Parti travailliste. Face à l'émergence de partis nouveaux, les deux partis dominants peinent à se

renouveler et, pour se faire, radicalisent leurs positions et se transforment progressivement en parti « attrape-tout »³. Il s'opère alors un double phénomène : la fragmentation de la représentation des partis au Parlement et l'émergence d'une pluralité de modes de scrutins aux Pays de Galles, en Irlande du Nord, en Écosse, à Londres et aux élections européennes. Par exemple, alors qu'à Londres, l'élection des maires se fait par un système de vote supplémentaire, les parlementaires écossais et gallois sont élus pour partie avec le First-Past-the-Post et pour environ un tiers des sièges à la proportionnelle par liste. De même, les élections européennes se faisaient à la proportionnelle intégrale par listes. En ce sens, le Royaume-Uni s'impose comme un « laboratoire pour de nouveaux modes de scrutin, surtout au niveau infra-étatique » (p. 49). Simultanément, l'électorat se transforme. Dans une société plus diversifiée où les électeurs sont devenus plus versatiles, plus méfiants à l'égard des institutions politiques et moins attachés à un parti, les valeurs collectives et les attentes changent. Les thèmes identitaires et de nouvelles valeurs émergent en outre dans le débat public. L'Europe, l'immigration, les nationalismes sont des sujets qui cristallisent les tensions et profitent aux partis populistes. Par exemple, l'UKIP – parti contestataire ayant le mieux réussi sur la scène britannique – fait la synthèse de trois traditions politiques britanniques : l'euro-scepticisme, le conservatisme et le populisme. Le succès du parti est à trouver dans la combinaison habile entre la défense de la souveraineté du peuple britannique et le rejet de l'immigration en provenance du continent. Si les partis populistes restent minoritaires, ils ont néanmoins une influence durable dans la vie politique britannique. Après 2016, par exemple, le Parti conservateur choisit d'adopter une « rhétorique populiste » (p. 87) pour attirer l'électorat de l'UKIP. Au-delà des mutations profondes de l'offre politique, l'abstention devient après 1970 une donnée structurante de la

démocratie britannique. Pauline Schnapper montre toutefois que de nouveaux comportements émergent, notamment avec le développement d'Internet. Les citoyens ne sont plus uniquement sollicités durant les temps électoraux, mais font l'objet de consultations, signent des pétitions en ligne ou participent à des conférences citoyennes. Si ces actions n'ont abouti à aucune réorientation politique majeure, elles contribuent néanmoins à « l'expression d'opinions diverses et à la vitalité du débat démocratique » (p. 104). En revanche, relève l'auteur, l'utilisation politique du numérique trouve rapidement ses limites en se heurtant à une désillusion associée aux effets pervers de l'usage d'Internet sur la qualité de l'information et de la délibération. En somme, une des grandes forces de cet ouvrage est de rendre intelligible une équation complexe entre des processus et des évolutions de natures diverses qui ont « modifié, directement ou indirectement, l'architecture institutionnelle du pays et les pratiques politiques » (p. 6). Ainsi, le Brexit s'impose comme un « laboratoire » (p. 49) privilégié pour identifier et décrire des transformations démographiques, socio-économiques, politiques et morales qui traversent le Royaume-Uni depuis une cinquantaine d'années et qui se développent sur un fond de rejet du monde politique par l'opinion publique. Cet ouvrage a le mérite d'aborder, à travers des analyses synthétiques et rigoureuses, différents sujets faisant l'objet de recherche en cours, tels que la place des femmes en politique, les enjeux environnementaux ou encore le rôle du numérique et des réseaux sociaux au sein de nos sociétés. Par exemple, Pauline Schnapper montre que l'intérêt des Britanniques pour l'environnement et les valeurs post-matérialistes s'exprime dans de nouvelles formes de participation politique. De même, au sujet des femmes en politique, l'auteur revient sur les stratégies adoptées par les partis politiques et souligne qu'en adoptant une politique des quo-

tas, les travaillistes ont presque atteint la parité en 2019, tandis que le phénomène est plus lent pour le Parti conservateur et les libéraux démocrates qui encouragent les candidatures féminines au niveau local sans imposer de quotas et ont nommé différentes Premières ministres (Margaret Thatcher, Theresa May). De nombreux éléments de repères historiques et bibliographiques sont développés et livrent ainsi une vue d'ensemble sur la littérature scientifique la plus contemporaine produite sur le sujet. Les développements sont accompagnés de tableaux explicatifs et chiffrés, de chronologies et d'encadrés qui éclairent de manière efficace les thèmes abordés. Un seul regret pourrait être toutefois exprimé concernant l'absence de cartes, qui aideraient sans doute à mieux se repérer dans un espace politique britannique complexe. Cet ouvrage, très convaincant, propose à ce titre une fresque de la politique au Royaume-Uni qui contribue à éclairer l'actualité britannique.

NOTES

- 1 Schnapper Pauline, *Avril Emmanuelle, Où va le Royaume-Uni ? Le Brexit et après*, Paris, Odile Jacob, 2019.
- 2 Walter Bagehot, *The English Constitution, 1867. Incontournable pour comprendre les institutions britanniques, l'ouvrage entend déterminer, au-delà du théâtre et des apparences, où se loge le pouvoir et qui l'exerce.*
- 3 Kirchheimer Otto, « The Transformation of the Western European Party Systems », in La Palombara Joseph, Weiner Myron (dir.), *Political Parties and Political Development*, (SPD-6), Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 177-200. L'auteur introduit le concept de « parti attrape-tout » (catch-all party) en sciences politiques pour décrire un parti qui attire les électeurs au-delà des clivages droite et gauche et au-delà de son vivier social d'origine.

ECO TIMES
Quotidien Algérien de l'Économie

Édité par SARL SALYA.COM, au capital social de 1.000.000,00 DA
Agrément n° : 63/20
ISSN : 2716-8476

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Lyazid KHABER

Mobile : 0661.23.86.86

E-mail : d.publication@ecotimesdz.com

REDACTION

E-mail : redaction@ecotimesdz.com

DIRECTION

E-mail : administration@ecotimesdz.com

SERVICE COMMERCIAL & PUBLICITE

E-mail : sce.publicite@ecotimesdz.com

PUBLICITE

Pour toute publicité, s'adresser à

l'Agence Nationale de Communication et de Publicité (ANEP)

Alger : 1, Avenue Pasteur

Tel. : (021) 73.76.78 – 71.28

Fax : (021) 73.95.59 – 99.19

E-mail : agence.regie@anep.com.dz /

programmation.regie@anep.com.dz

IMPRESSION

Société d'impression d'Alger (SIA)

Zone industrielle -Alia Bab Ezzouar -

Alger

DISTRIBUTION

Media distribution

Quotidien édité par la SARL
SALYA.COM

Salya.com
COMMUNICATION ÉDITION & PUBLICITÉ

Maison de la Presse Tahar Djaout, B n° 16 - 01, Rue Bachir Attar – Place du 1er mai - Alger

RC : 16/00-1043189 B16 / NIF :

001616104318909 / NIS : 0 016

1621 02067 56 / N° d'article :

16214101662 / RIB : 038 01602

0011419001 24 / Salam Bank

Agence de Bab Ezzouar – Alger

Email : salyacomdz@gmail.com /

Site Web : www.salya-dz.com

République algérienne démocratique et populaire

Wilaya d'Oued - Djellal

Daira d'Oued - Djellal

Commune d'Oued - Djellal

N° d'identification fiscal de la commune : 098407055073423

Avis De correction de l'attribution provisoire d'un Marché

Conformément à l'article N°: 65 -2eme paragraphe du décret présidentiel N°:15/247 du 16/09/2015, comportant réglementation des marchés publics et délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale annonce aux soumissionnaires à la appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 11/22 relatif au :

Réalisation du 05 cantines scolaires 200 repas aux écoles primaires à la commune d'Oued - Djellal:

- Lot01: Réalisation cantine scolaire 200 repas à l'école Chalagha El Hachani N° de programme:109/19.
- Lot02: Réalisation cantine scolaire 200 repas à l'école Bayyouhd kouider N° de programme:65/20.
- Lot03: Réalisation cantine scolaire 200 repas à l'école Ferdous Abdellatif N° de programme:90/20.
- Lot04: Réalisation cantine scolaire 200 repas à l'école Tadjine Ahmed N° de programme:92/20.
- Lot05: Réalisation cantine scolaire 200 repas à l'école Smatti Taeib N° de programme:94/20.

Inséré aux journaux nationaux :

- Asdaa El Malaib : du 16/11/2022.
- Eco Times : du 20/11/2022.
- BOMOP du :20/11/2022 au 26/11/2022

la correction de l'attribution provisoire qu'inséré aux journaux nationaux:

- Asdaa El Malaib : du 10/01/2023.
- Eco Times : du 19/01/2023

D'après l'évaluation des offres pour la 02 emme fois par la commission compétente le marché du projet au :

- Lot 01: Réalisation cantine scolaire 200 repas à l'école Chalagha El Hachani;

à été attribué provisoirement comme suit :

Lots	Désignation de l'entrepreneur	NIF de l'entrepreneur	Montant du Marché (ente)	Délais de Réalisation	Note obtenue	Observation
Lot 01	SARL Nour Elhak travaux et services représentée par son gérant Mr Mostefaoui Ilias à Oued	002139054465342	13.973.921,29 DA	Cent vingt (180) jours	77.50	Le moins - disant

Les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière à se rapprocher au section d'équipement de la commune, au plus tard trois (03) jours à compter de la première jour de la publication de l'attribution provisoire du marché dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public ou à la presse (4^{ème} paragraphe de l'article 82 du décret ci-dessus).

Le soumissionnaire qui conteste le choix du service contractant peut introduire un recours auprès de la commission communale des marchés dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public ou à la presse. Si le dixième jours coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire recours est prorogée au jour ouvrable suivant (disposition article 82 du décret ci-dessus).

Eco Times du 27/03/2023

Anep N° 2316 007 678

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية بجاية

مديرية الطاقة والمناجم

قرار رقم 0513 مؤرخ في 09 مارس 2023 يتضمن فتح تحقيق عمومي لمدى التأثير على البيئة لمشروع محطة الخدمات لفائدة SARL MOUKRANE ATHMOUSSA الواقعة بالمكان المسمى أيت منديل ببلدية بني كسيلة.

بأقتراح من السيد مدير الطاقة والمناجم للولاية
بقر

المادة الاولى: يفتح تحقيق عمومي لمدى التأثير على البيئة لمشروع محطة خدمات لفائدة SARL MOUKRANE ATHMOUSSA الواقعة بالمكان المسمى أيت منديل ببلدية بني كسيلة وذلك ابتداء من:

29 مارس 2023... إلى غاية 27 أبريل 2023

المادة 02: تعين السيدة: عواظ نادية، مفتش رئيسي في النظافة والنقاوة العمومية في بلدية أذكار، كمحافظ محقق للقيام بتسجيل كل الملاحظات الكتابية أو الشفوية التي يمكن ان يبديها المواطنون أو المصالح المعنية بخصوص المشروع في سجل مرقم ومؤشر عليه يفتح لهذا الغرض، وفي حالة تعذرها يستخلفها السيد: بوسعادة جمال مهندس دولة في التسيير التقنيات الحضرية في بلدية أذكار.

المادة 03: يفتح السجل على مستوى بلدية بني كسيلة في فترة أوقات العمل الرسمية خلال فترة 30 يوم المقررة لتحقيق وذلك لكي يتسنى لكل شخص الإطلاع عليه كل يوم (ماعدا أيام الجمعة والسبت و أيام العطل)، و يدون ملاحظاته أو يرسلها كتابيا إلى المحافظ المحقق.

المادة 04: يقوم المحافظ المحقق بإجراء كل التحقيقات وجمع المعلومات التكميلية الرامية إلى توضيح العواقب المحتملة للمشروع على البيئة على ان يختتم التحقيق برأي صريح حول الملائمة أو عدم الملائمة.

المادة 05: يشهر هذا القرار عن طريق التصديق بمقر الولاية، وكذا دائرة أذكار و بلدية بني كسيلة كما يشهر بجريدتين يوميتين لتمكين المواطنين من الإطلاع عليه.

المادة 06: يكلف السادة: الأمين العام للولاية و مدير التقنين والشؤون العامة ومدير الطاقة والمناجم و رئيس دائرة أذكار و رئيس المجلس الشعبي لبلدية بني كسيلة والمحافظ المحقق، كل فيما يخصه بتنفيذ هذا القرار الذي سيرد ضمن نشرة القرارات الإدارية للولاية.

Eco Times du 27/03/2023

571/01

Pour vos petites annonces

Faire-part, félicitations,
condoléances, pensées...

Ou encore

Si vous êtes particulier,
notaire, huissier ou commissaire
aux comptes

Pour toutes vos annonces légales

Certificat de possession,
création de société, perdu-trouvé,
enquêtes de commodo incommodo...

Le Quotidien **ECO TIMES**
Quotidien Algérien de l'Économie

Vous offre un espace idéal
pour toutes vos insertions à des tarifs
concurrentiels.

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité (ANEP)

ALGER : 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 -
Fax : (021) 73.95.59 - 73.99.19

Mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz

Adressez-vous à notre service commercial et de publicité :
Cité 05 Juillet - Bâtiment 12 N° 04 - Bordj El Bahri - Dar El Beida -
Alger

Tel / Fax : 023.94.88.57 / Mobile : 0661.23.86.86

Email : sce.publicite@ecotimesdz.com

NB : les avis de décès sont publiés gratuitement

Pour vos insertion publicitaires

dans

ECO TIMES
QUOTIDIEN ALGÉRIEN DE L'ÉCONOMIE



SERVICE COMMERCIAL & PUBLICITE

Tel / Fax : 023.94.88.57

Mobile : 0661.23.86.86

E-mail : sce.publicite@ecotimesdz.com

salya.commercial@gmail.com

PUBLICITE

Pour toute publicité,
s'adresser à l'Agence Nationale de
Communication d'Édition et de Publicité
(ANEP)

ALGER : 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 -
Fax : (021) 73.95.59 - 73.99.19
Mail : agence.regie@anep.com.dz /
programmation.regie@anep.com.dz



Salya.com
COMMUNICATION EDITION & PUBLICITÉ



WWW.SALYA-DZ.COM

AVEC NOUS
VOUS ÊTES
LES
MEILLEURS
Notre art
Votre chef-d'oeuvre

**NOTRE MÉTIER : FAIRE DE
VOTRE PARTICIPATION AUX
FOIRES & EXPOSITIONS, UNE
GRANDE RÉUSSITE**

Nous nous occupons de :

- La Fabrication de stand pour foires et expositions ;
- L'Aménagement de stands sur mesure, location de mobilier, montage et installation ;
- La Réalisation de vos différents supports de communication (print, virtuels, audio-visuel) ;
- Relations presse et publicité ;

POUR NOUS CONTACTER ET DEMANDER UN DEVIS
APPELEZ SIMPLEMENT LE 0661.23.86.86

EMAIL: SALYACODZ@GMAIL.COM